



Bulletin des cheminot-e-s du NPA de Paris-Est

Le 5 décembre : tous contre Macron et sa politique

Samedi, les manifestations contre les violences faites aux femmes ont été fournies, avec plusieurs dizaines de milliers de manifestantes et manifestants dans une trentaine de villes. La colère contre l'inaction du gouvernement et le manque de moyens face aux violences conjugales et aux féminicides s'ajoute à celle des jeunes contre la précarité, des hospitaliers contre le sous-effectif et les bas salaires, des Gilets jaunes contre la vie chère et de tous ceux, de plus en plus nombreux, qui en ont assez de ce système au service des riches. Toutes ces colères pourraient bien se rejoindre le 5 décembre autour de la mobilisation contre la casse des retraites. Y compris celle des femmes, qui en sont les premières victimes, avec un système par points qui pénalise le temps partiel et les interruptions d'activité. Cette « coagulation » des colères, comme la redoute le gouvernement, c'est elle qu'il nous faut construire.

Un adversaire commun : Macron et son gouvernement

Macron prétend « déminer » la situation par un mélange d'« éléments de langage » (nouveau nom de la propagande gouvernementale) et de menaces à l'encontre des manifestants.

Il s'agirait de faire passer cette mobilisation pour du « corporatisme », visant à « conserver les inégalités », une mobilisation qui serait uniquement « contre la fin des régimes spéciaux ». Comme si les inégalités ne venaient pas du système capitaliste lui-même. Les seuls privilégiés, ce sont les riches, qui profitent des réformes de ce gouvernement comme des précédents, avec des inégalités sociales qui redécollent depuis 10 ans, selon le récent « portrait social » de l'Insee.

Les colères n'auraient rien à voir les unes avec les autres selon Macron ? Bien au contraire ! Elles vomissent toutes ce gouvernement des ultra-riches qui supprime des emplois et des moyens dans les services publics, qui s'en prend aux retraites et aux chômeurs et donne l'ordre à sa police de réprimer ceux qui protestent, comme lors de l'anniversaire des Gilets jaunes, le 16 novembre. La police a transformé la manifestation parisienne en souricière, avant de gazer tous les présents... pour dénoncer ensuite de prétendus « casseurs ».

Pas question de travailler plus longtemps :

Avec la retraite par points, tous les travailleurs sont perdants. Macron s'étonne qu'une mobilisation massive se prépare « contre une réforme dont on ne connaît pas les termes exacts ». Eh bien c'est tant mieux ! Car l'objectif, lui, est connu : nous faire travailler plus longtemps pour une pension réduite.

Face à l'ampleur de la mobilisation, le

gouvernement hésite. Le patronat lui-même, derrière le président du Medef, Roux de Bézieux, conseille à Macron de reporter son projet de retraite par points et de se contenter d'un allongement de la durée de cotisation. Idem du côté du Conseil d'orientation des retraites (COR), qui a publié un nouveau rapport et préconise une réforme plus classique. Mais rien de tout cela n'est acceptable !

D'autant que le même rapport du COR montre que les dépenses pour les retraites rapportées à la richesse produite n'augmenteront pas d'ici 2030, malgré le vieillissement de la population. Si le déficit se creuse, c'est à cause des recettes en baisse. Il faut au contraire prendre sur les profits, qui ne cessent d'augmenter, pour augmenter les salaires, interdire les licenciements et suppressions de postes et embaucher massivement dans les services publics. Un tel plan permettrait d'adapter les recettes des caisses de retraites aux besoins.

Nous organiser nous-mêmes

Le 5 décembre, plusieurs confédérations syndicales appellent à une journée de grève dans tous les secteurs. Poussés par la colère de leur base, les syndicats des transports parisiens (RATP) et de la SNCF appellent même à la reconduction de cette grève les jours suivants.

Ne lâchons rien et préparons-nous à ce 5 décembre et ses suites. Organisons-nous à la base, comme ont commencé à le faire les Gilets jaunes, les hospitaliers des urgences et les jeunes avec leurs assemblées générales. Coordonnons toutes nos forces.

Macron a semé la haine dans tous les secteurs. Qu'il récolte cette tempête sociale qu'il craint tant.

LA COUR DES COMPTES ET LÉGENDES

La Cour des Comptes vient de publier un rapport sur la SNCF, quelques jours avant la mobilisation du 5 décembre ! En bons défenseurs de la politique du gouvernement, ils préconisent d'accélérer encore les suppressions de postes, d'introduire plus de polyvalence pour gagner en productivité, ou encore de revenir sur les augmentations de salaire à l'ancienneté pour développer une rémunération à la performance et au mérite.

En bref, ils demandent à la boîte de continuer à dégrader nos conditions de travail, mais plus vite que ça s'il-vous-plaît !

LE H00 « FARANDOU STYLE »

La direction de la SNCF n'a pas fini de nous rabâcher son attachement au départ ponctuel des trains, à coup de statistiques et de déclarations dénigrantes concernant le soi-disant manque de rigueur des cheminots. Et pourtant... Ce vendredi 15 novembre, la direction de la SNCF a volontairement retardé deux trains au départ de 10h13 et 10h40, afin de laisser partir à l'heure un train de 10h55 qui transportait messieurs Pépy et Farandou. Moins de deux semaines avant, ce dernier avait déclaré à France 3 qu'il ne voulait « plus aucun retard lié à des causes internes » à la SNCF : c'est bien parti ! Dans cette société, le retard de nombreux travailleurs ne pèse pas grand chose face à la ponctualité de quelques nantis. Si Farandou voulait nous démontrer son pouvoir de désorganisation, il ne s'y serait pas mieux pris !

ET POURQUOI PAS L'ÉTAT D'URGENCE PENDANT QU'ON Y EST ?

Les sénateurs de droite du Sénat ont annoncé vouloir déposer d'ici le 5 décembre, une « proposition de loi » instaurant un « service minimum garanti ». Le « garanti » signifie la réquisition des cheminots, tel que cela existe dans les hôpitaux, mais sous le terme d'assignation. Sauf que contrairement aux soignants, il n'est pas question chez nous de vie ou de mort des voyageurs, mais plutôt de blocage de l'économie. Et qui dit blocage de l'économie, dit perte de profits pour les amis de ces politiciens, jamais à court d'idée quand il s'agit de restreindre nos droits.

RATP/GETLINK : ET C'EST PARTI POUR LA CONCURRENCE

Les grandes manœuvres ne font que commencer pour les capitalistes dans le cadre de la future ouverture à la concurrence des lignes régionales. RATP et Getlink (opérateur du tunnel sous la Manche) viennent ainsi d'annoncer qu'ils allaient

former une société commune pour répondre aux appels d'offres TER des Hauts de France et Grand Est. Mais les vautours lorgnent déjà sur les autres restes que pourrait leur offrir le démembrement des réseaux régionaux : il s'agirait à terme d'investir aussi dans les TER des régions Sud et Pays de la Loire. Au total, l'ouverture à la concurrence des lignes régionales représenterait un marché global de 4 milliards d'euros de bénéfices par an : rien d'impressionnant à ce que les opérateurs privés se jettent sur les lignes les plus rentables. Pour les autres, le rail britannique nous donne une bonne idée de ce qui devrait se produire...

RETRAITES : DES POINTS EN MOINS

Le projet de loi sur les retraites paraît compliqué et peu lisible. Mais les conséquences de la mesure phare, la mise en place d'une retraite par point, sont limpides. Aujourd'hui la retraite est calculée sur la base des 25 meilleures années pour le privé et les 6 derniers mois dans la fonction publique. Avec le système par points, c'est sur l'ensemble des carrières que seront calculées les pensions et retraites soit (aujourd'hui) 42 ans. En termes plus clairs, cela sera un minimum de 10 % en moins pour tout le monde, et pas que pour les régimes dits « spéciaux » ! La clause du grand-père que certains invoquent ne ferait qu'affaiblir les "vieux" régimes en n'y faisant plus cotiser les nouveaux embauchés. En Italie, cette clause a été une étape de la réforme et c'est 10 ans après sa promulgation que gouvernement et patronat sont revenus à la charge pour passer tout le monde au régime de retraite par points.

LE 5 DÉCEMBRE ET APRÈS : C'EST EN AG QUE ÇA SE PASSE !

Il y a fort à parier que nous serons nombreux à nous mettre en grève et à aller manifester partout en France jeudi 5 décembre. Mais cela ne sera certainement pas suffisant pour faire reculer Macron et son projet de réforme des retraites. A la SNCF comme partout ailleurs, il faudra être les plus nombreux et nombreuses possibles en assemblées générales dès le 5 décembre afin de se regrouper et de décider collectivement des suites à donner au mouvement. Car face aux attaques du gouvernement et des patrons, les travailleurs ne pourront compter que sur eux-mêmes. Ce que les Macron et Farandou craignent par dessus tout c'est de voir les travailleurs s'organiser à la base et ne répondre que de leur propre détermination. Tâchons de confirmer leurs craintes !

Pour nous contacter :

npa.cheminot.paris.est@gmail.com